

# Une autre déstalinisation s'amorce à Moscou

« Il faut rappeler que le fascisme est né du vivant de Lénine : prise du pouvoir de Mussolini en Italie, putsch de Kapp, etc. Lénine désigna le fascisme comme l'ennemi principal. Staline ne tint aucun compte de cette indication et déclara que l'ennemi principal était le social-démocratie. Sa théorie s'est largement diffusée et a divisé des millions d'ouvriers dans le monde entier. Cela a permis au fascisme de prendre le pouvoir. Staline est un criminel. »

L'orateur qui vient de prononcer ces paroles devant une assemblée de 130 personnes n'est pas membre de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il n'a probablement jamais lu les écrits de Trotsky fustigeant le sectarisme criminel de la III<sup>e</sup> Internationale lors de la montée du fascisme en Allemagne (au lieu de proposer le Front unique aux socialistes, le Parti communiste allemand dénonçait les sociaux-démocrates comme des « social-fascistes »).

Le discours que nous venons de citer a été tenu par le professeur Petrovski (de l'Institut des Archives historiques) au cours d'une discussion qui eut lieu récemment à l'Institut du Marxisme-Léninisme du Comité central du P.C.U.S. entre représentants de l'armée soviétique et historiens.

L'ordre du jour concernait le livre de A.M. Nekritch intitulé « 1941, 22 juin ». Ce livre avait été publié au printemps 1965 et mettait nettement en cause la direction de Staline, à l'origine des revers de l'Armée rouge au début de la guerre. Un certain nombre de responsables du Parti attaquaient l'auteur et tentèrent de défendre leur ancien chef. Cela concordait avec la tentative de réhabilitation partielle de Staline qui précéda le XXIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. La lettre au Comité central, qui fut signée en mars 1966 par un groupe d'intellectuels soviétiques connus, témoignait également des craintes que faisait naître une éventuelle réhabilitation.

Grâce à une « indiscretion », la revue marxiste italienne *La Sinistra* a pu disposer du procès-verbal de la discussion sur le livre de Nekritch. Le *Nouvel Observateur* en a publié une traduction française dans son numéro 109. Nous présentons quelques extraits qui donnent une idée de l'ardeur et du courage qui animent un certain nombre d'historiens soviétiques dans leur volonté d'en finir avec le stalinisme, même rénové.

A propos des procès où furent liquidés en 1937 les principaux dirigeants de l'Armée rouge :

« Deborine. — En outre, Blucher et d'autres savaient que le groupe Toukhatchevski-Yakir était innocent. Et pourtant ils l'ont condamné. »

Une voix dans la salle. — Bien sûr qu'ils le savaient.

Deborine. — Mais, camarades, je pense que l'on ne peut pas douter que Vorochilov et Boudienny, qui assistaient au procès, étaient des hommes doués de conscience et d'honneur.

Voix indignée dans la salle. — Vorochilov n'a pas assisté au procès. Quel honneur et quelle conscience avaient-ils, ces individus ? Des salauds et des lâches !

(Agitation dans la salle. Deborine descend de la tribune.)

Anfilov (de l'état-major). — Pour ce qui est de Vorochilov et de Boudienny, je tiens à dire qu'ils étaient des gens sans honneur. Dans nos archives, il existe de nombreux documents que nous ne pouvons pas rendre publics pour le moment, mais qui nous conduisent à des conclusions entièrement négatives sur l'activité de ces deux hommes. Je ne vous citerai qu'un petit épisode. Vers le milieu de l'année 1937, au cours d'une réunion, Staline a déclaré : « Moi et Vorochilov, nous sommes arrivés en 1918 à Tsaritsyne et, en une semaine, nous avons démasqué tous les ennemis du peuple. » Staline désignait par là un certain nombre d'anciens officiers de l'état-major et du front, qui servaient honnêtement le pouvoir soviétique.

Une voix. — Et qui ont tous été noyés dans le fleuve, sans procès.

Anfilov. — « Tandis que vous, a continué Staline, vous n'êtes même pas capables de démasquer vos voisins. » Vorochilov intervint ensuite pour se déclarer entièrement d'accord avec Staline et pour nous inviter à dénoncer nos propres amis et collègues. Cela me fait mal au cœur quand, pendant un défilé, je vois Vorochilov à la tribune. »

Intervention du fils du général Yakir, qui fut fusillé avec Toukhatchevski :

« Yakir (de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.). —

Certains de ceux qui m'ont précédé à la tribune ont parlé du « camarade Staline ». C'est une formule impropre. Staline n'a été le camarade de personne et surtout pas le nôtre. Staline a mis des obstacles au développement de nos armements en éliminant de nombreux techniciens éminents, entre autres les créateurs de notre artillerie : Ikhomirov, Lanermann (l'inventeur de la « Kalioucha »), Kourtchevski, Bekhauri. Il faut étudier aussi la question des camps de concentration. Il faut l'étudier d'un point de vue économique. Nous étions en guerre et, dans les camps de concentration, il y avait des millions d'hommes valides, de spécialistes de tous les secteurs de la vie économique et militaire du pays. Et il fallait pour les surveiller des forces considérables. »

L'intervention la plus violemment antistalinienne et la plus émouvante fut certainement celle de Snegov. Il s'agit très probablement du Snegov dont parle Khrouchev dans son rapport secret du XX<sup>e</sup> Congrès, précisant qu'il a été réhabilité récemment, après 17 ans de détention dans des camps :

« Snegov. — Le livre de Nekritch est honnête et utile. Quand, à la veille du combat, le désordre règne dans une unité, quand les culasses sont d'un côté et les fusils de l'autre, quand les éclaireurs et les sentinelles dorment, cette unité essuie une défaite. Le chef d'une unité de ce genre est en général fusillé, sur ordre du commandant suprême, et personne n'a rien à y redire. Staline a été à la fois commandant suprême et le chef de l'unité, et cette unité, avec son désordre, c'était notre pays tout entier. Staline

aurait dû être fusillé. Au lieu de quoi on tente aujourd'hui de le justifier. »

Pourquoi le livre de Nekritch, qui met en cause Staline, est-il critiqué avec tant de hâte, et même condamné, alors que le livre du falsificateur de l'histoire bien connu, I. Petrov, qui attribue à Staline des mérites qu'il n'a jamais eus, attend encore depuis des années d'être discuté ?

Pourquoi Deborine a-t-il tenté de justifier Staline ? Quand Hitler préparait l'agression contre la Pologne, Staline l'a aidé. Il a fait fusiller tous les communistes polonais en URSS et il a mis hors la loi le Parti communiste polonais. Pourquoi le quatrième partage de la Pologne a-t-il été qualifié d'expédition libératrice ? Comment peut-on être communiste et parler avec sérénité de Staline qui a trahi et vendu les communistes, qui a éliminé à peu près tous les membres du Comité central élu à ce congrès, qui a trahi la république espagnole, la Pologne, tous les communistes dans tous les pays ?

Deborine (conclusions). — Je ne me suis pas donné pour tâche de défendre ou de justifier Staline. Il faut examiner plus à fond tous les aspects du culte de la personnalité. Quant à l'intervention de Snegov, nous avons entendu plus d'une fois ce qu'il vient de nous dire à propos de la Pologne ; mais ces remarques venaient alors du camp adverse. Ce sont des choses que dit le professeur allemand Jacobson, entre autres. Il est étrange que Snegov partage lui aussi ce point de vue. Camarade Snegov, tu dois nous dire à quel camp tu appartiens !

## UN FAUX... DES FAUSSAIRES

Tout récemment, on a rappelé en Angleterre l'affaire de la fausse « lettre de Zinoviev ». De quoi s'agissait-il ? A la fin d'octobre 1924, alors que le premier gouvernement travailliste, après quelques mois d'existence, venait d'être contraint par les libéraux de démissionner et que des élections générales se préparaient, le Foreign Office se plaignit auprès du gouvernement soviétique d'une lettre que Zinoviev, en tant que président de l'Internationale communiste, aurait adressé au Parti communiste britannique, appelant celui-ci à noyauter les troupes de Sa Majesté. La presse capitaliste s'empara de cette lettre à des fins électorales, et le Labour Party sortit battu des élections. Cette « lettre de Zinoviev » était un faux, d'ailleurs assez grossièrement confectionné.

Cette affaire depuis longtemps oubliée est revenue au jour du fait que certains documents, dont cette « lettre », auraient disparu des archives du Foreign Office. L'Humanité, dans son numéro du 26 décembre, a consacré près d'un tiers de page à cette histoire. L'article, comme toute cette affaire, n'aurait aujourd'hui qu'un intérêt médiocre si... si il n'était question de Zinoviev ainsi que de Rakovsky, alors représentant du gouvernement soviétique en Angleterre. Comment l'Humanité va-t-elle parler de ces hommes qui, une dizaine d'années plus tard, vont être les victimes d'autres faux, commis eux-là sous les ordres de Staline et dont le même journal s'est fait le complice le plus éhonté ?

On est d'abord discret à l'Humanité. Zinoviev, nous apprend-on, « est alors président du Comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale ». Rien au sujet de Rakovsky.

Mais l'auteur anonyme de l'article éprouve le besoin de préciser qui sont les auteurs du faux. Et quelle est sa référence ? Ni plus ni moins que le livre *La Grande conspiration contre la Russie des « historiens américains » Sayers et Kahn*. En réalité, ces prétendus historiens sont des prostitués stalinien, et leur livre est un recueil de faux tendant à justifier les « procès de Moscou » contre les vieux bolcheviks, et toutes les infamies du « précis d'histoire du parti communiste de l'Union soviétique » établi du vivant de Staline, la plus grande accumulation de mensonges et de faux contre des militants révolutionnaires qui ont été écrits dans toute l'histoire. La Grande Conspiration comme le Précis d'histoire ont disparus des librairies du Parti Communiste, mais ils continuent à servir d'instrument pour les journalistes de ce parti. L'article de l'Humanité le répète et n'est donc pas sans intérêts.

Un faux capitaliste... des faux staliens. Petit exemple à retenir pour un futur historien — un vrai — qui voudra traiter de la question des faux dans l'histoire. La vérité est délicate, un rien la détruit.

## Tshombé et le Katanga

Nous regrettons de ne pouvoir parler, avec l'étendue que nécessiterait son actualité, de l'ouvrage de M. Jules Chomé, intitulé *Moïse Tshombé ou l'escroquerie katangaise* (1). Nous aurons sans doute à nous y référer, au cours des événements à venir ; nous nous contenterons ici, simplement, d'en indiquer l'intérêt.

Un colonialiste portugais, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Salazar, déclarait pendant l'été 1964 : « Celui qui tient le Congo, tient l'Afrique. » Il aura ainsi résumé en une phrase lapidaire le secret d'une politique, la condition d'une indispensable possession : il leur faut tenir l'Afrique.

Tenir l'Afrique ? Les raisons n'ont guère varié depuis 1938, même si les modalités pratiques ont, elles, quelquefois « évolué ». L'un des exemples, parmi d'autres, étant la convention de Yaoundé de juillet 1963, contrat néo-impérialiste entre la C.E.E. et dix-huit pays d'Afrique et appelée — semble-t-il — à « confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer ».

Tenir... je ne sais pas si J. Chomé connaît la phrase de F. Nogueira que j'ai citée plus haut, son livre pourtant, pourrait être la double illustration de l'importance du Congo pour l'économie africaine, et de l'éventail des possibilités colonialistes et néo-colonialistes en Afrique. Moïse Tshombé ou l'escroquerie katangaise est l'édifiante évocation d'événements inimaginables depuis 1956 jusqu'aux années 1962. L'auteur nous y montre sans répit le lien évident entre la politique générale du Congo et la situation katangaise.

Le Congo était resté présent dans nos mémoires, depuis ces jours de février 61, pendant lesquels, après avoir appris la disparition de Patrice Lumumba, nous sûmes les détails de sa mort atroce. La période avait été difficile, une période de lutte : le centre principal étant le Katanga, région la plus riche du Congo, que les colonialistes en général, et Belges en particulier, voulaient garder sous leur domination. Le bras visible de cette domination : Moïse Tshombé. Lumumba s'était

Snegov. — Je suis du camp de Kolyma (1).

Deborine. — Ce sont des choses à vérifier.

Une voix dans la salle. — Tu veux aussi le numéro de téléphone ? Comme au bon vieux temps ?

(La salle ne permet pas à Deborine de continuer.) ...

Snegov. — Je pensais participer à une discussion scientifique. Deborine, en fait de démonstration scientifique, a avancé des arguments de type 1937. Mais il n'est pas facile de nous faire peur avec les camps de concentration. Nous ne nous laisserons pas intimider. Les temps ont changé et le passé ne reviendra pas. (Applaudissements.)

Nous citerons pour terminer l'échange de mots entre le président de séance, le major général Boltine, et le professeur Petrovski, après que ce dernier eut traité Staline de criminel :

« Boltine. — Camarade Petrovski, dans cette salle et à cette tribune, il faut choisir ses expressions. Etes-vous un communiste ? »

Petrovski. — Oui.

Boltine. — Je ne connais aucun texte, ni aucune directive, ni aucune résolution de notre Parti qui nous oblige à considérer Staline comme un criminel.

Petrovski. — Le XXII<sup>e</sup> congrès du Parti a pris la décision d'enlever Staline du mausolée à cause de ses délits, à cause de ses crimes contre le Parti. Donc il est un criminel. »

Cette conclusion rejoint la nôtre. Elle permet de dire que les perspectives de révolution politique existent réellement en URSS ; si de telles critiques et conclusions sont formulées à ce niveau, c'est que leurs auteurs se sentent appuyés par un courant plus vaste dans le P.C.U.S.

L. C.

(1) Un des plus célèbres camps de concentration stalinien qui doit son nom à la rivière Kolyma, en Sibérie.